ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.132/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi, le 9 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative au renforcement de la législation contre le racisme", a donné le 12 mars 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.132/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 januari 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot versterking van de wetgeving tegen het racisme", heeft op 12 maart 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

I. En vertu de l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, a), de la loi du 19 décembre 1974 "organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", les autorités administratives compétentes (1) ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés à cet effet, prendre les réglementations de base ayant trait au statut administratif, y compris le régime de congé.

En vertu de l'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 29 août 1985, "déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant le régime disciplinaire.

En ce qui concerne la police, l'article 3, alinéa 1er, 1°, a), de la loi du 24 mars 1999 "organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police" dispose que les autorités compétentes ne peuvent,

---

(1) Sur le champ d'application du régime institué par la loi du 19 décembre 1974, voir l'article 3 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 "portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités".

sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité créé à cet effet, établir les projets de loi et les réglementations de base ayant trait au statut administratif, y compris le régime des congés et vacances, et l'uniforme.

En vertu de l'article 2, 4°, de l'arrêté royal du 8 février 2001 (1), sont considérées comme réglementation de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant le régime disciplinaire.

L'article 12 de l'avant-projet de loi vise à modifier la loi du 13 mai 1999 "contenant le statut disciplinaire des agents des services de police" en ajoutant le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme à la liste des autorités mentionnées à l'article 26, alinéa 2, de cette loi. En vertu de l'article 26, alinéa 1er, ces autorités peuvent informer les autorités disciplinaires de faits qui peuvent constituer une transgression disciplinaire; l'autorité disciplinaire doit alors examiner si ces faits sont susceptibles d'entraîner une procédure disciplinaire et informer l'autorité concernée des suites données à son information. En vertu de l'article 26, alinéa 3, lorsque les autorités visées à l'alinéa 2 sont informées par l'autorité disciplinaire ordinaire que celle-ci estime que les faits ne sont pas

---

(1) Arrêté royal du 8 février 2001 "déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1er, 1°, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police".

susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elles peuvent porter l'affaire devant l'autorité disciplinaire supérieure qui se conforme alors aux dispositions de l'alinéa 1er.

De même, l'article 9 de l'avant-projet de loi, qui vise à modifier l'article 3, alinéa 2, de la loi du 15 février 1993 "créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" contient une disposition qui permet au Centre de demander (1) à l'administration compétente de s'informer au sujet de faits qui permettent de présumer l'existence d'un traitement discriminatoire par un fonctionnaire. Dans ce cas, l'administration doit tenir le Centre informé des résultats de l'enquête éventuelle, des raisons pour lesquelles les faits invoqués ont ou n'ont pas été retenus et des raisons pour lesquelles une procédure disciplinaire a ou n'a pas été engagée. L'article 3, alinéa 2, 11°, en projet, permet également au Centre d'avoir accès aux pièces du dossier disciplinaire.

Ces dispositions ne se limitent pas à prévoir que le Centre peut dénoncer des faits à une autorité disciplinaire. Si tel était le cas, elles seraient inutiles, le Centre pouvant, comme tout citoyen, porter des faits à la connaissance d'une autorité disciplinaire. Elles ne se limitent pas non plus à obliger les autorités disciplinaires à informer le Centre des sanctions infligées en matière de traitements discriminatoires au cours d'une période

---

(1) Comme l'indique l'exposé des motifs et comme l'a précisé le représentant du ministre, il s'agit plus que d'une simple demande : l'article 9 crée une obligation dans le chef de l'administration.

déterminée, ce qui n'aurait, en principe, pas d'influence sur les procédures disciplinaires. Elles font obligation aux autorités disciplinaires de s'informer des faits portés à leur connaissance par le Centre et de lui rendre compte - de manière même fort précise dans le cas de l'article 9 de l'avant-projet - des suites données. Dans le cas de l'article 26 de la loi du 13 mai 1999, précitée, l'on donne même au Centre la possibilité d'introduire une forme de recours contre une décision d'une autorité disciplinaire inférieure.

Il en découle que les mécanismes prévus par l'avant-projet de loi constituent des éléments d'une procédure pouvant aboutir à une sanction disciplinaire. Ces mécanismes font dès lors partie du statut disciplinaire et auraient dû être soumis aux procédures de négociation précitées.

L'exposé des motifs le reconnait d'ailleurs, puisqu'il précise, à propos de l'article 12, que :

> "Le Gouvernement prévoit aussi des modifications analogues au statut des agents de l'Etat. Après consultation des comités de concertation compétents ces A.R. seront publiés au Moniteur Belge.".

Il en résulte que les articles 9, 11 et 12 de l'avant-projet de loi ne sont pas en état d'être examinés par la section de législation du Conseil d'Etat.

Néanmoins, la section de législation attire, dès à présent, l'attention de l'auteur du projet sur les

objections que rencontre l'introduction de ces dispositions dans notre droit (voir ci-dessous, observation générale n° II et observations particulières).

II. 1. L'article 3, alinéa 2, 10°, en projet de la loi du 13 avril 1995 précitée, dispose que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme peut demander à l'administration compétente de s'informer au sujet de faits qui permettent de présumer l'existence d'un traitement discriminatoire par un fonctionnaire, de le tenir informé des résultats de l'enquête éventuelle, des raisons pour lesquelles les faits invoqués auraient ou n'auraient pas été retenus et des raisons pour lesquelles une procédure disciplinaire aurait ou n'aurait pas été engagée.

Le verbe "demander" ne correspond pas à ce qu'indique l'exposé des motifs, puisque celui-ci dispose que :

> "Les administrations sont obligées de s'informer sur les circonstances et le Centre doit être informé des conclusions de l'enquête éventuelle et des motifs de la mise en oeuvre ou pas d'une procédure disciplinaire.".

2. L'article 3, alinéa 2, 11°, en projet de la loi du 13 avril 1995 précitée, habilite le Centre à avoir accès aux pièces du dossier disciplinaire constitué à la suite de la demande prévue au 10°. Selon l'exposé des motifs, cette possibilité existe déjà pour les médiateurs fédéraux.

En vertu de l'article 11, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 "instaurant des médiateurs fédéraux", les médiateurs peuvent "faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'ils estiment nécessaires et entendre toutes les personnes concernées". En ce qui concerne les faits qui peuvent constituer un manquement disciplinaire, l'article 12, alinéa 2, prévoit cependant seulement que :

> "Si, dans l'exercice de leurs fonctions, ils constatent un fait qui peut constituer une infraction disciplinaire, ils en avertissent l'autorité administrative compétente.".

La comparaison avec la loi du 22 mars 1995 ne semble donc pas pertinente. L'on notera, en outre, que cette loi contient de nombreuses dispositions qui garantissent l'indépendance des médiateurs fédéraux, qui, notamment, ne peuvent exercer un emploi rémunéré dans les services publics (article 5, alinéa 1er, 5°). Enfin, l'article 16 de la loi du 22 mars 1995 dispose que l'article 458 du Code pénal relatif au secret professionnel est applicable aux médiateurs et à leur personnel.

De même, le Conseil supérieur de la justice, institution indépendante prévue par l'article 151 de la Constitution, ne dispose d'aucun accès aux dossiers disciplinaires. L'article 259bis-17, § 2, du Code judiciaire dispose seulement que:

> "Lorsque dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Conseil supérieur estime qu'un membre de l'ordre judiciaire manque aux devoirs de sa charge ou

porte atteinte à la dignité de sa profession par son comportement, ou refuse de collaborer à l'exercice des mesures d'instruction visées à l'article 259bis-16, § 3, le Conseil supérieur porte ces données à la connaissance des autorités disciplinaires compétentes en leur demandant d'examiner s'il y a lieu d'engager une procédure disciplinaire et les communique simultanément au Ministre de la Justice.

Les autorités disciplinaires informent le Conseil supérieur de façon motivée des suites qui y sont réservées.".

En outre, en vertu de l'article 259bis-19, § 3, du Code judiciaire, l'article 458 du Code pénal relatif au secret professionnel est applicable aux membres du Conseil supérieur, à leurs suppléants, aux experts et au personnel pour toutes les données dont ils connaissent dans le cadre de l'exercice de leurs missions au sein du Conseil supérieur.

3. Il apparaît ainsi que les pouvoirs accordés au Centre sont exceptionnels et exorbitants, non seulement du

droit commun (1) mais également des législations particulières ayant donné des pouvoirs de contrôle à certaines institutions dont les garanties légales d'indépendance sont

(1) L'article 4, alinéa 2, de la loi du 11 avril 1994 "relative à la publicité de l'administration" dispose que pour pouvoir avoir accès aux documents à caractère personnel, le demandeur doit justifier d'un intérêt. Selon l'exposé des motifs, la notion d'intérêt est entendue dans le même sens que l'intérêt requis pour la recevabilité d'une requête en annulation au Conseil d'Etat. Or, ni la victime du comportement discriminatoire d'un fonctionnaire ni le Centre n'auraient intérêt à introduire un recours au Conseil d'Etat contre une absence de sanction disciplinaire ou une sanction trop faible.

pourtant plus développées que celles figurant dans la loi du 15 février 1993, précitée (1).

Par ailleurs, l'article 458 du Code pénal, relatif à la protection du secret professionnel, n'a pas été formellement rendu applicable au Centre.

4. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier de tels pouvoirs. L'avant-projet ne précise pas quel est le but de l'ingérence du Centre dans le dossier disciplinaire et l'usage que ce dernier pourra faire des renseignements obtenus.

Il convient de rappeler que le Centre n'est ni une autorité disciplinaire, ni un "parquet spécialisé", ni un service de police exerçant des missions de police judiciaire. En vertu de l'article 2 de la loi du 15 février 1993 précitée, il a pour mission de promouvoir l'égalité des chances et de combattre toute forme de distinction, d'exclusion, de restriction ou de préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine ou la nationalité. S'il peut, pour ce faire, ester en justice, c'est uniquement

---

(1) Cette loi ne contient aucune précision en ce qui concerne l'indépendance des membres du Centre et de ses collaborateurs, si ce n'est l'affirmation, à l'article 3, alinéa 1er, que "Le Centre exerce ses missions en toute indépendance". Des dispositions concernant le conseil d'administration, le personnel du Centre et le commissaire du gouvernement qui contrôle certaines de ses décisions se trouvent dans l'arrêté royal du 28 février 1993 "fixant le statut organique du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme".

en tant que partie civile (1). Dès lors, l'accès du Centre au dossier disciplinaire ne se justifie pas et, en outre, soulève plusieurs objections.

Selon le représentant du ministre, le Centre ne pourra utiliser les renseignements obtenus concernant un dossier disciplinaire dans le cadre d'une procédure civile ou pénale, le but recherché étant seulement d'exercer une "pression morale" sur les administrations.

Il n'est pas admissible qu'une autorité externe fasse pression sur l'autorité disciplinaire dont l'action doit s'exercer en toute indépendance sous le seul contrôle des juridictions compétentes.

En outre, le dossier disciplinaire peut faire apparaître des faits, même non sanctionnés pénalement, commis dans le cadre de la vie privée de l'agent (2) ou d'un tiers, dont le Centre n'a évidemment pas à connaître sous peine de commettre une ingérence dans la vie privée, ce que prohibe l'article 22 de la Constitution.

---

(1) Voir les avis 27.513/2, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 4 mai 1998 sur une proposition de loi "tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste" et 30.462/2, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 16 novembre 2000 sur une proposition de loi "tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre racisme".

(2) En effet, un manquement disciplinaire peut résulter de faits entrant dans le cadre de la vie privée.

Si les faits dénoncés constituent une infraction pénale, l'autorité disciplinaire (1) aura prévenu le procureur du Roi conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Il appartiendra, dès lors, au parquet ou au juge d'instruction de se faire communiquer, si nécessaire, le dossier disciplinaire. Le Centre, en tant que partie civile, ne pourra en prendre connaissance que conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la consultation du dossier répressif.

5. En conclusion, il résulte de ce qui précède que les mécanismes d'intervention du Centre dans les procédures disciplinaires sont critiquables et, en outre, disproportionnés par rapport au seul but admissible qui est de rendre les administrations et les autorités disciplinaires attentives aux objectifs que la loi du 15 février 1993 donne pour mission au Centre de promouvoir. Ce but pourra être poursuivi par des informations, des recommandations, des campagnes de sensibilisation, ainsi que par la dénonciation de faits pouvant constituer des discriminations aux autorités disciplinaires. Celles-ci doivent ensuite pouvoir mener l'action disciplinaire en toute indépendance et à l'abri des pressions. Afin d'assurer l'information du Centre, l'on pourrait tout au plus prévoir que les administrations lui adressent annuellement un rapport relatif aux faits de discrimination éventuellement rencontrés et aux sanctions infligées, sans possibilité d'identifier les agents en cause.

---

(1) Voire même le Centre ou n'importe quel citoyen.

Dès lors, les articles 3, alinéa 2, 11°, et 5 en projet de la loi du 15 février 1993 précitée, doivent être supprimés et l'article 3, alinéa 2, 10°, fondamentalement revu.

III. L'avant-projet entend remplacer le mot "race" figurant à plusieurs reprises dans la loi du 30 juillet 1981 "tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie" par les mots "prétendue race" et ce, "afin de bien indiquer que le concept de race ne correspond à aucune réalité scientifique" (1).

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que dans un texte de loi, surtout lorsqu'il s'agit d'une loi pénale qui s'adresse à tous les citoyens, les mots sont utilisés dans leur sens courant.

(1) Exposé des motifs, page 7.

Il convient, en outre, de se conformer à la terminologie des conventions internationales qui utilisent le terme "race" (1).

---

(1) A titre d'exemple :

- l'article 33 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953;

- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, faite à New-York le 7 mars 1966 et approuvée par la loi du 9 juillet 1975;

- l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé à New-York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981;

- l'article 13 du Traité instituant la Communauté européenne;

- l'article 1er, § 1er, du Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par ailleurs, le considérant (6) de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 "relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique" dispose que "L'Union européenne rejette toutes théories tendant à déterminer l'existence de race humaines distinctes. L'emploi du mot "race" dans la présente directive n'implique nullement l'acceptation de telles théories".

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du projet

Dispositif

Article 6

(article 5ter en projet de la loi du 30 juillet 1981, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie)

En disposant que "les peines correctionnelles et les peines criminelles sont doublées" le projet manque de précision. Faut-il considérer que le minimum et le maximum de la peine doivent obligatoirement être doublés, de sorte qu'une personne ayant commis, dans les circonstances visées par le projet, un crime punissable de la réclusion de 20 à 30 ans devrait être condamnée à une peine de ... 40 à 60 ans ?

De manière plus adéquate, l'article 5 de la proposition de loi "tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" (1) dispose que :

> "... les peines correctionnelles pourront être portées au double, et les peines criminelles augmentées conformément à l'article 54 du Code pénal.".

(1) Doc. parl., Sénat, sess. extr. 1999, n° 2-12/1, p. 9.

Article 7

La référence aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail manque de clarté. Faut-il en déduire que les pouvoirs qui sont accordés aux fonctionnaires qui seront désignés par le Roi sont limités à la matière du droit social et aux circonstances visées par la loi du 16 novembre 1972 ?

Le représentant du ministre a donné une réponse positive à cette question.

Il semble, dès lors, préférable de modifier l'article 1er de la loi du 16 novembre 1972 afin de viser, à l'alinéa 1er, in fine, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Article 8

(article 2 en projet de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme)

L'accueil et l'intégration des immigrés relèvent de la politique de l'aide aux personnes et constituent essentiellement des matières personnalisables qui relèvent de la compétence des Communautés (article 5, § 1er, II, 3°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980).

Il n'appartient pas au législateur fédéral de confier au Centre des missions dans des matières communautaires.

Le texte doit être fondamentalement revu.

Article 9

(article 3, alinéa 2, 9° à 11°, en projet de la loi du 15 février 1993, précitée)

1. Il est fait référence à l'observation générale n° II.

2. L'alinéa 2, 9°, en projet, donne pour mission au Centre de publier les décisions jurisprudentielles utiles à l'évaluation de la loi du 30 juillet 1981, précitée, et de la future loi "tendant à lutter contre les discriminations et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme".

Comme en a convenu le représentant du ministre, la publication devra se faire d'une manière qui ne permet pas d'identifier les parties, afin de sauvegarder leur droit au

respect de la vie privée (1). Il est, dès lors, suggéré d'écrire :

"... publier, sans possibilité d'identification des parties en cause ...".

La même observation vaut pour l'article 10 (article 4, alinéa 2, en projet, de la loi du 15 février 1993, précitée).

3. Comme en a convenu le représentant du ministre, l'article 3, alinéa 2, 10°, en projet, de la loi du 15 février 1993, précitée, doit se lire comme ne concernant que les fonctionnaires dont le statut relève de la compétence de l'autorité fédérale. En effet, si le législateur fédéral peut, dans le cadre de sa compétence en matière pénale, incriminer des faits de discrimination commis par les fonctionnaires, quelle que soit l'administration dont ils dépendent, il ne peut intervenir dans le statut des fonctionnaires qui relève des Communautés et des Régions (article 87, § 3, de la loi spéciale du 8

---

(1) Une telle publicité constituerait, en outre, pour les condamnés, une peine supplémentaire non prévue par la décision de justice et, pour la victime, un risque de représailles. L'article 9 de la directive 2000/43/CE précitée dispose d'ailleurs que :
"Les Etats membres introduisent dans leur système juridique interne les mesures nécessaires pour protéger les personnes contre tout traitement ou toute conséquence défavorable en réaction à une plainte ou à une action en justice visant à faire respecter le principe de l'égalité de traitement.".

août 1980 de réformes institutionnelles (1)) et imposer des obligations aux administrations communautaires et régionales.

Article 12

1. Il est fait référence à l'observation générale n° II.

2. L'article 26 de la loi du 13 mai 1999, précitée, dispose qu'un certain nombre d'autorités peuvent informer une autorité disciplinaire de faits qui peuvent constituer une transgression disciplinaire. Dans ce cas, l'autorité disciplinaire doit examiner si ces faits sont susceptibles d'entraîner une procédure disciplinaire et informer l'autorité des suites données à ses informations. En vertu de l'article 26, alinéa 3, lorsque les autorités visées à l'alinéa 2 sont informées par l'autorité disciplinaire ordinaire de ce que celle-ci estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elles peuvent porter l'affaire devant l'autorité disciplinaire supérieure qui se conforme alors aux dispositions de l'alinéa 1er.

(1) A l'exception des principes généraux visés à l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, et en respectant les formalités prévues par cette disposition.

L'article 26, alinéa 2, énumère les autorités pouvant faire usage du mécanisme prévu à l'article 26, alinéa 1er : il s'agit des autorités de police, de la hiérarchie policière ou des services chargés de contrôler les services de police.

Le Centre n'entre nullement dans l'une de ces catégories et ses relations avec les services de police sont d'une tout autre nature que celles des autorités visées à l'article 26, alinéa 2. Le Centre ne dispose d'aucune forme d'autorité sur les services de police et d'aucune compétence particulière en ce qui concerne la discipline des policiers. Il n'y a donc pas lieu d'inclure le Centre dans la liste de l'article 26, alinéa 2.

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Krachtens artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, a), van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel kunnen de bevoegde administratieve overheden (1) de grondregelingen ter zake van het administratief statuut, met inbegrip van de vakantie- en verlofregeling, alleen vaststellen na te hebben onderhandeld met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités.

Krachtens artikel 3, 4°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel worden de regels tot vaststelling van de tuchtregeling als grondregelingen in verband met het administratief statuut beschouwd.

In verband met de politie bepaalt artikel 3, eerste lid, 1°, a), van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten dat de bevoegde overheden de ontwerpen en de grondregelen met betrekking tot het administratief statuut, met inbegrip van de vakantie- en verlofregeling en het uniform, alleen kunnen vaststellen na te hebben onderhandeld met de representatieve vakorganisaties in het daartoe opgerichte comité.

---

(1) Voor de werkingssfeer van de regeling die bij de wet van 19 december 1974 is ingesteld, wordt verwezen naar artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Krachtens artikel 2, 4°, van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 (1) worden de regels tot vaststelling van de tuchtregeling beschouwd als grondregelingen in verband met het administratief statuut.

Artikel 12 van het voorontwerp van wet heeft tot doel de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten zó te wijzigen dat het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding wordt toegevoegd aan de lijst van de overheden vermeld in artikel 26, tweede lid, van die wet. Krachtens artikel 26, eerste lid, kunnen die overheden de tuchtoverheden in kennis stellen van feiten die mogelijkerwijs een tuchtvergrijp uitmaken. De tuchtoverheid moet dan onderzoeken of die feiten aanleiding geven tot een tuchtprocedure en moet de betrokken overheid ervan op te hoogte brengen welk gevolg aan haar informatie is gegeven. Artikel 26, derde lid, bepaalt dat wanneer de gewone tuchtrechtelijke overheid aan de in het tweede lid genoemde overheden meedeelt dat ze van oordeel is dat de feiten geen aanleiding geven tot een tuchtstraf, de ingelichte overheden de zaak voor de hogere tuchtrechtelijke overheid kunnen brengen die zich dan richt naar de bepalingen van het eerste lid.

---

(1) Koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten.

Evenzo bevat artikel 9 van het voorontwerp van wet, dat de wijziging beoogt van artikel 3, tweede lid, van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding een bepaling die het Centrum de mogelijkheid biedt om aan het bevoegde overheidsbestuur te vragen (1) om het Centrum op de hoogte te brengen van feiten die op een discriminerende behandeling door een ambtenaar kunnen wijzen. In dat geval moet de overheid het Centrum op de hoogte houden van de resultaten van het eventuele onderzoek, van de redenen waarom de aangevoerde feiten al dan niet in aanmerking zijn genomen en van de redenen waarom al dan niet een tuchtprocedure is ingesteld. Het ontworpen artikel 3, tweede lid, 11°, biedt het Centrum ook toegang tot de stukken van het tuchtdossier.

Die bepalingen houden niet alleen in dat het Centrum feiten kan aangeven bij een tuchtoverheid. Als dat zo was, zouden ze overbodig zijn, aangezien het Centrum, net als iedere burger, feiten ter kennis mag brengen van een tuchtoverheid. Die bepalingen houden evenmin alleen in dat de tuchtoverheden verplicht zijn om het Centrum in kennis te stellen van de straffen die opgelegd zijn op grond van discriminerende behandelingen binnen een bepaalde tijdruimte, wat in principe geen invloed heeft op tuchtprocedures. Ze houden in dat de tuchtoverheden verplicht zijn om onderzoek te doen naar de feiten die het

---

(1) Zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld en zoals de vertegenwoordiger van de minister heeft gepreciseerd, is het meer dan een vraag : artikel 9 houdt een verplichting in voor het overheidsbestuur.

Centrum hun heeft meegedeeld en om het Centrum - in het geval van artikel 9 van het voorontwerp zelfs op erg nauwkeurige wijze - te laten weten welk gevolg eraan is gegeven. In het geval van artikel 26 van de voornoemde wet van 13 mei 1999 wordt aan het Centrum zelfs de mogelijkheid gegeven om een vorm van beroep in te stellen tegen een beslissing van een lagere tuchtoverheid.

Daaruit volgt dat de mechanismen waarin het voorontwerp van wet voorziet, elementen van een procedure vormen die tot een tuchtstraf kunnen leiden. Bijgevolg horen die mechanismen dus thuis in het tuchtstatuut en hadden ze aan de voornoemde onderhandelingsprocedures moeten worden onderworpen.

In de memorie van toelichting wordt dat overigens toegegeven, want in de bespreking van artikel 12 staat :

> "De regering voorziet ook in analoge wijzigingen aan het statuut van de ambtenaren. Na advies van de bevoegde overlegcomités zullen deze KB's gepubliceerd worden in het Belgisch Staatsblad".

Daaruit blijkt dat de artikelen 9, 11 en 12 van het voorontwerp van wet niet klaar zijn om door de afdeling wetgeving van de Raad van State te worden onderzocht.

De afdeling wetgeving maakt de steller van het ontwerp echter nu reeds attent op de bezwaren waarop de invoering van deze bepalingen in ons recht stuit (zie

hieronder, algemene opmerking nr. II en bijzondere opmerkingen).

II. 1. Het ontworpen artikel 3, tweede lid, 10°, van de genoemde wet van 13 april 1995 bepaalt dat het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding aan het bevoegde bestuur kan vragen om onderzoek te doen naar de feiten die wijzen op een vermoeden van discriminerende handelingen door een ambtenaar, om het Centrum op de hoogte te stellen van de resultaten van het eventuele onderzoek, alsook van de redenen waarom de aangevoerde feiten al dan niet in aanmerking zijn genomen en waarom al dan niet een tuchtprocedure is ingesteld.

Het werkwoord "vragen" stemt niet overeen met wat in de memorie van toelichting wordt aangegeven, namelijk :

> "De besturen worden (hierdoor) verplicht zich te informeren over de omstandigheden en het Centrum moet op de hoogte gehouden worden over de bevindingen van een eventueel onderzoek en over de redenen van het al dan niet opstarten van een disciplinaire procedure.".

2. Bij het ontworpen artikel 3, tweede lid, 11°, van de genoemde wet van 13 april 1995 krijgt het Centrum toegang tot de stukken van het tuchtdossier dat naar aanleiding van de in 10° genoemde vraag wordt aangelegd. Volgens de memorie van toelichting bestaat die mogelijkheid al voor de federale ombudsmannen.

Krachtens artikel 11, tweede lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen mogen de federale ombudsmannen "ter plaatse alle vaststellingen

doen en zich alle bescheiden of inlichtingen doen meedelen die zij nodig achten en alle betrokken personen horen". Voor het geval dat zij een feit vaststellen dat een tuchtrechtelijke tekortkoming kan vormen, bepaalt artikel 12, tweede lid, evenwel alleen het volgende :

> "Indien zij in de uitoefening van hun ambt een feit vaststellen dat een tuchtvergrijp kan opleveren, verwittigen zij daarvan de bevoegde administratieve overheid.".

De vergelijking met de wet van 22 maart 1995 lijkt dus niet relevant. Bovendien valt op te merken dat die wet talrijke bepalingen bevat die de onafhankelijkheid van de federale ombudsmannen waarborgen. Zo mogen de federale ombudsmannen bijvoorbeeld geen bezoldigde betrekking in de openbare diensten uitoefenen (artikel 5, eerste lid, 5°). Tot slot bepaalt artikel 16 van de wet van 22 maart 1995 dat artikel 458 van het Strafwetboek betreffende het beroepsgeheim van toepassing is op de ombudsmannen en hun personeelsleden.

Voorts heeft de Hoge Raad voor de Justitie, een onafhankelijke instelling voorgeschreven bij artikel 151 van de Grondwet, geen toegang tot tuchtdossiers. Artikel 259bis-17, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt alleen :

> "Wanneer de Hoge Raad bij het uitvoeren van zijn opdrachten van mening is dat een lid van de rechterlijke orde niet voldoet aan de plichten van zijn ambt, door zijn gedrag schade toebrengt aan de waardigheid van zijn beroep of weigert zijn medewerking te verlenen aan de tenuitvoerlegging van de onderzoeksmaatregelen bedoeld in artikel 259bis-16,

§ 3, brengt de Hoge Raad dit ter kennis van de bevoegde tuchtoverheden met het verzoek te onderzoeken of een tuchtprocedure dient te worden ingesteld, en deelt zij dit terzelfder tijd mee aan de Minister van Justitie.

De tuchtoverheden stellen de Hoge Raad op een met redenen omklede wijze in kennis van het gevolg dat eraan is gegeven.".

Krachtens artikel 259bis-19, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek is artikel 458 van het Strafwetboek betreffende het beroepsgeheim bovendien van toepassing op de leden van de Hoge Raad, op hun opvolgers, op de deskundigen en op het personeel van de Raad voor alle gegevens waarvan zij kennis nemen in het kader van de uitoefening van hun opdrachten in de Hoge Raad.

3. Aldus blijkt dat de bevoegdheden die aan het Centrum worden toevertrouwd, uitzonderlijk en buitensporig zijn, niet alleen vanuit het oogpunt van het gemene recht (1), maar ook vanuit het oogpunt van de bijzondere wetten waarbij een toezichthoudende bevoegdheid is opgedragen aan sommige instellingen waarvan de wettelijke

---

(1) Artikel 4, tweede lid, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur bepaalt dat voor documenten van persoonlijke aard vereist is dat de verzoeker van een belang doet blijken. Volgens de memorie van toelichting moet het begrip "belang" in dezelfde zin worden verstaan als het belang dat vereist is opdat een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ontvankelijk is. Noch het slachtoffer van het discriminerende gedrag van een ambtenaar, noch het Centrum zouden er belang bij hebben bij de Raad van State beroep in te stellen tegen het uitblijven van een tuchtstraf of een te lichte straf.

waarborgen inzake onafhankelijkheid evenwel groter zijn dan die welke vervat zijn in de genoemde wet van 15 februari 1993 (1).

Bovendien is artikel 458 van het Strafwetboek, dat betrekking heeft op de bescherming van het beroepsgeheim, niet uitdrukkelijk van toepassing verklaard op het Centrum.

4. De Raad van State vraagt zich af of zulke bevoegdheden wel gerechtvaardigd zijn. In het voorontwerp wordt niet gepreciseerd waarom het Centrum zich in tuchtdossiers mag inmengen en wat het met de verkregen inlichtingen kan doen.

Er moet op gewezen worden dat het Centrum geen tuchtrechtelijke overheid of "gespecialiseerd parket" is en evenmin een politiedienst met taken van gerechtelijke politie. Krachtens artikel 2 van de genoemde wet van 15 februari 1993 heeft het Centrum tot taak de gelijkheid van kansen te bevorderen en elke vorm van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur op grond van ras,

---

(1) Die wet bevat geen enkele precisering in verband met de onafhankelijkheid van de leden van het Centrum en hun medewerkers, behalve dan de bevestiging in artikel 3, eerste lid, dat "Het Centrum (...) in de uitoefening van zijn opdracht volkomen onafhankelijk (is)". Het koninklijk besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van het organiek statuut van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding bevat bepalingen over de raad van bestuur, het personeel van het Centrum en de regeringscommissaris die toezicht houdt op sommige beslissingen van het Centrum.

huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit te bestrijden. In het kader van die taak kan het Centrum in rechte optreden, maar alleen als burgerlijke partij (1). Bijgevolg is het niet gewettigd dat het Centrum toegang krijgt tot het tuchtdossier. Bovendien stuit die toegang op veel bezwaren.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister zal het Centrum de inlichtingen die het over een tuchtdossier heeft gekregen, alleen kunnen gebruiken in het kader van een burgerlijke of strafrechtelijke procedure, aangezien het alleen de bedoeling is dat het Centrum "morele druk" op de overheidsbesturen kan uitoefenen.

Het is niet aanvaardbaar dat een externe overheid druk uitoefent op de tuchtrechtelijke overheid die volledig onafhankelijk moet handelen en alleen onder het toezicht van de bevoegde rechtscolleges staat.

Bovendien kunnen uit het tuchtdossier feiten blijken die weliswaar niet strafrechtelijk strafbaar zijn, maar die zijn gepleegd in het kader van het privé-leven van

---

(1) Zie advies 27.513/2 d.d. 4 mei 1998 van de afdeling wetgeving van de Raad van State over een wetsvoorstel "strekkende tot het invoeren van een summiere rechtspleging voor het Hof van Assisen om daadwerkelijke bestraffing van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstellingen" en advies 30.462/2 d.d. 16 november 2000 van de afdeling wetgeving van de Raad van State over een wetsvoorstel "ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding".

het personeelslid (1) of van een derde, waarover het Centrum natuurlijk geen uitspraak mag doen, omdat het zich anders met het privé-leven zou moeien, wat volgens artikel 22 van de Grondwet verboden is.

Indien de gelaakte feiten een strafbaar feit uitmaken, licht de tuchtoverheid (2) de procureur des Konings in overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering. Het parket of de onderzoeksrechter moet zich derhalve, indien nodig, het tuchtdossier laten toezenden. Het Centrum, als burgerlijke partij, kan er alleen kennis van nemen overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering betreffende de inzage van het strafdossier.

5. Tot besluit zij gesteld dat uit wat voorafgaat blijkt dat de wijze waarop het optreden van het Centrum in de tuchtprocedures geregeld is, vatbaar is voor kritiek en bovendien onevenredig is met het enige aanvaardbare doel, namelijk de overheidsbesturen en de tuchtoverheden attenderen op de oogmerken die het Centrum overeenkomstig de wet van 15 februari 1993 dient te bevorderen. Dat doel kan worden nagestreefd door informatie, aanbevelingen en bewustmakingscampagnes en door bij de tuchtoverheden feiten aan te geven die discriminaties kunnen vormen. De tuchtoverheden moeten de tuchtvordering vervolgens volledig onafhankelijk en zonder druk kunnen instellen. Om ervoor te

---

(1) Een tuchtrechtelijke tekortkoming kan immers voortvloeien uit feiten die tot de privé-sfeer behoren.

(2) En zelfs het Centrum of welke burger ook.

zorgen dat aan het Centrum informatie verstrekt wordt, kan hoogstens worden bepaald dat de overheidsbesturen aan dat centrum jaarlijks een verslag moeten toezenden over de eventueel vastgestelde feiten die een disrimnatie inhouden en de opgelegde sancties, zonder dat de personeelsleden die daarbij betrokken zijn, kunnen worden geïdentificeerd.

Derhalve dienen de ontworpen artikelen 3, tweede lid, 11°, en 5 van de voormelde wet van 15 februari 1993 te vervallen en dient artikel 3, tweede lid, 10°, grondig te worden herzien.

III. Het voorontwerp strekt ertoe het woord "ras" dat verschillende keren voorkomt in de wet van 30 juli 1981 "tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden" te vervangen door de woorden "zogenaamd ras", "om goed aan te duiden dat het concept "ras" met geen enkele wetenschappelijke realiteit overeenkomt" (1).

De Raad van State vestigt de aandacht van de steller van het ontwerp erop dat de bewoordingen van een wettekst, vooral wanneer het gaat om strafwetgeving, die voor alle burgers bestemd is, gebruikt worden in hun gangbare betekenis.

---

(1) Memorie van toelichting, bladzijde 7.

Bovendien moet de terminologie van de internationale verdragen waarin het woord "ras" gebruikt wordt, in acht worden genomen (1).

---

(1) Bijvoorbeeld :

- artikel 33 van het Internationaal Verdrag betreffende de Status van Vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953;

- het Internationale Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, opgemaakt te New York op 7 maart 1966 en goedgekeurd bij de wet van 9 juli 1975;

- artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New-York op 19 december 1966 en goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981;

- artikel 13 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

- artikel 1, § 1, van Protocol nr. 12 bij het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Verder wordt in overweging (6) van richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 "houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming" het volgende bepaald : "De Europese Unie verwerpt ideëen die het bestaan van verschillende menselijke rassen trachten aan te tonen. Het gebruik van het woord "ras" in deze richtlijn betekent geenszins dat dergelijke theorieën onderschreven worden".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 6

(ontworpen artikel 5ter van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden)

De bepaling van het ontwerp dat "de correctionele straffen en de criminele straffen (worden) verdubbeld" is niet duidelijk. Moet ervan uitgegaan worden dat de minimumstraf en de maximumstraf verdubbeld dienen worden, zodat een persoon die, in de in het ontwerp bedoelde omstandigheden, een misdaad heeft begaan die strafbaar is met 20 of 30 jaar opsluiting, tot een straf van ... 40 tot 60 jaar dient te worden veroordeeld ?

De bepaling van artikel 5 van het wetsvoorstel "ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en van racismebestrijding" (1) is adequater, waar gesteld wordt dat :

> "... de correctionele straffen (kunnen) worden verdubbeld en de criminele straffen worden verhoogd overeenkomstig artikel 54 van het Strafwetboek, ...".

---

(1) Gedr. St., Senaat, B.Z. 1999, nr. 2-12/1, blz. 9.

Artikel 7

De verwijzing naar de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie is niet duidelijk. Dient eruit te worden afgeleid dat de bevoegdheden die worden toegekend aan de door de Koning aangewezen ambtenaren beperkt zijn tot het domein van het sociaal recht en tot de omstandigheden bepaald bij de wet van 16 november 1972 ?

De gemachtigde van de Minister heeft op deze vraag bevestigend geantwoord.

Het lijkt derhalve verkieslijk artikel 1 van de wet van 16 november 1972 te wijzigen, opdat in het eerste lid, in fine, verwezen wordt naar de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Artikel 8

(het ontworpen artikel 2 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding)

Het onthaal en de integratie van immigranten maken deel uit van het beleid inzake bijstand aan personen en zijn in wezen persoonsgebonden aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de gemeenschappen (artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

De federale wetgever mag aan het Centrum geen taken in communautaire aangelegenheden toevertrouwen.

De tekst moet grondig worden herzien.

Artikel 9

(het ontworpen artikel 3, tweede lid, 9° tot 11°, van de voormelde wet van 15 februari 1993)

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

2. In het ontworpen tweede lid, 9°, wordt het Centrum belast met de taak uit de rechtspraak voortvloeiende beslissingen die nuttig zijn voor de evaluatie van de toepassing van de voormelde wet van 30 juli 1981 en van de toekomstige wet "ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en van racismebestrijding" bekend te maken.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat die bekendmaking op een zodanige wijze moet geschieden dat de partijen niet kunnen worden geïdentificeerd, ten

einde hun recht op bescherming van het privé-leven (1) te vrijwaren. Er wordt derhalve voorgesteld het volgende te schrijven :

"om statistische gegevens ... racismebestrijding in te winnen en bekend te maken, zonder dat de betrokken partijen kunnen worden geïdentificeerd.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10 (het ontworpen artikel 4, tweede lid, van de voormelde wet van 15 februari 1993).

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 3, tweede lid, 10°, van de voormelde wet van 15 februari 1993 zo dient te worden uitgelegd dat het alleen betrekking heeft op de ambtenaren wier rechtspositie valt onder de bevoegdheid van de federale overheid. De federale wetgever kan weliswaar binnen het kader van zijn bevoegdheid in strafzaken discriminerende feiten strafbaar stellen die gepleegd zijn door ambtenaren,

---

(1) Die bekendmaking zou bovendien voor de veroordeelden een bijkomende straf betekenen waarin de rechterlijke beslissing niet voorziet en zou voor het slachtoffer tot represailles kunnen leiden. Artikel 9 van richtlijn 2000/43/EG bepaalt trouwens het volgende : "De lidstaten nemen in hun nationale wetgeving de nodige maatregelen op om personen te beschermen tegen een nadelige behandeling of nadelige gevolgen als reactie op een klacht of op een procedure gericht op het doen naleven van het beginsel van gelijke behandeling.".

ongeacht het bestuur waarvan ze afhangen, doch mag zich niet

bemoeien met de rechtspositie van de ambtenaren van de gemeenschappen en gewesten (artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (1)) noch aan de diensten van de gemeenschaps- en gewestregeringen verplichtingen opleggen.

Artikel 12

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

2. Artikel 26 van de voormelde wet van 13 mei 1999 bepaalt dat een aantal overheden een tuchtoverheid in kennis kunnen stellen van feiten die mogelijkerwijs een tuchtvergrijp uitmaken. In dat geval moet de tuchtoverheid onderzoeken of die feiten aanleiding kunnen geven tot het aanspannen van een tuchtprocedure en moet ze die overheden inlichten omtrent het gevolg dat aan hun informatie gegeven is. In artikel 26, derde lid, wordt bepaald dat indien de gewone tuchtoverheid de in het tweede lid bedoelde overheden ervan in kennis stelt dat dat ze van oordeel is dat de feiten niet van die aard zijn dat ze tot een tuchtstraf kunnen leiden, de overheden de zaak voor de hogere

(1) Met uitzondering van de algemene principes vermeld in artikel 87, § 4, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, en met inachtneming van de vormvereisten waarin deze bepaling voorziet.

tuchtoverheid kunnen brengen, die dan de bepalingen van het eerste lid in acht neemt.

In artikel 26, tweede lid, worden de overheden opgesomd die gebruik kunnen maken van de regeling waarin artikel 26, eerste lid, voorziet : de politieoverheden, de hiërarchische oversten van de politiediensten of de diensten belast met het toezicht op de politiediensten.

Het Centrum valt geenszins onder een van deze categorieën en de betrekkingen ervan met de politiediensten zijn van een heel andere aard dan die van de in artikel 26, tweede lid, genoemde overheden. Het Centrum heeft geen enkele vorm van gezag over de politiediensten en beschikt over geen enkele bijzondere bevoegdheid wat de tucht van de leden van de politiediensten betreft. Er is dus geen enkele reden om het Centrum op te nemen in de lijst van artikel 26, tweede lid.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS